



## Semaine internationale de l'Unesco: Les dialogues d'Istanbul

*René CALOZ*

La célébration du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'Unesco, organisation née dans le sillage des Nations Unies, à l'issue d'une guerre dévastatrice, se fait tout naturellement à l'enseigne de l'Année internationale de la Paix.

C'est sous ce signe en effet que, pour sa part la Commission nationale turque a placé la Semaine internationale de l'Unesco qu'elle a organisée à Istanbul du 3 au 9 Novembre 1986.

### Comité de Communications Turc pour l'Unesco

*Hıfzı TOPUZ*

Un comité de Communications a été créé en Février 1986 par la Commission Nationale Turque pour l'Unesco. Il a pour objet de contribuer au développement de la recherche en matière de communication, de faire connaître les activités de l'Unesco et de publier un bulletin d'étude et d'information mensuel.

Le comité s'est installé à Ankara, au siège de la Commission Nationale et se réunit tous les mois, soit à Ankara, soit à Istanbul. Il est composé de quatre professeurs de journalisme et de deux journalistes professionnels sous la présidence d'un membre de la Commission Nationale de l'Unesco. Il s'agit donc d'une institution tripartite créée avec la participation de la Commission Nationale de l'Unesco, des journalistes et des Universités. Par ailleurs une étroite collaboration est établie avec les milieux professionnels à travers les associations et les syndicats des journalistes.

Le Comité de Communications est la première institution établie en Turquie dans le domaine de la recherche sur l'information et la communication. Les premières recherches sur la communication ont été faites, comme partout dans le monde, sur l'histoire de la presse et ont été suivies par des recherches sur l'impact de la télévision. De nombreuses réunions d'études et de recherches ont été organisées d'autre part, par l'Association des Journalistes d'Istanbul, les écoles supérieures de journalisme, la Fondation Hürriyet, l'Institut d'Etudes Anatoliennes à Istanbul ainsi que la Commission Nationale de l'Unesco.

Les étudiants d'universités au niveau de maîtrise et de doctorat ont préparé leurs thèses sans pouvoir consulter un centre de documentation et de bibliothèque spécialisés en matière de d'information et de communication. Il n'y a presque pas eu de collaboration entre les étudiants et les milieux professionnels dans la préparation de leurs études et recherches. Les étudiants n'avaient non plus d'accès aux informations professionnelles internationales et aux publications parues à l'étranger.

Lire la suite page 5 →

Semaine de réflexion et de débats le programme s'est déroulé autour des thèmes de travail avec la participation de 70 personnalités venues de onze pays différents (Belgique, Bulgarie, Finlande, France, Grèce, Inde, Mexique, Roumanie, Sénégal, Turquie, Yougoslavie) et représentant, pour la plupart, la commission nationale de leurs pays respectifs. Ont participé également à ces travaux un représentant du Directeur général de l'Unesco, M.Punisa Pavlovic, et un représentant du Conseil de l'Europe, M.Maitland Stobart.

Jour après jour, à Istanbul, durant toute cette semaine, bénéficiant de l'hospitalité de l'Université de Marmara, du Musée des Arts turc et islamique et de l'Association des journalistes, quatre groupes de travail se sont réunis dans des salles de conférences équipées pour la traduction simultanée en français et en anglais.

A ces quatre groupes correspondaient quatre grands thèmes de discussion portant sur la contribution de l'Unesco à la Paix et le rôle des Commissions nationales, sur l'examen critique des manuels scolaires d'histoire et de géographie, sur les campagnes d'alphabetisation, sur la sauvegarde du patrimoine culturel. Quatre champs de réflexion

bien délimités, mais engagés dans une perspective commune: la recherche d'une meilleure compréhension internationale.

Cette préoccupation s'est en effet manifestée à Istanbul par l'évocation toujours présente du préambule de l'Acte constitutif de l'Unesco et notamment de son postulat désormais célèbre: "Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix."

L'Unesco traverse aujourd'hui de rudes épreuves qui affectent son équilibre budgétaire et, plus douloureusement encore, son idéal d'universalité.

Dans ce morne contexte, la Semaine internationale d'Istanbul a fort heureusement mis en lumière des éléments positifs, rassurants, notamment l'expression unanime de revivifier l'action de l'Unesco, d'y contribuer avec un ardeur soutenue à tous les niveaux nationaux, régionaux, continentaux.

Bref, il s'est dégagé à Istanbul un refus général de baisser les bras devant les difficultés. Cette volonté s'est affirmée dans l'expression des certitudes et des propositions.

Il est souvent reproché à l'Unesco de s'être laissée politiser. Etant une organisation

Lire la suite page 6 →

## In the year of peace "Unesco International week in Istanbul"

*Prof. Dr. S. SİNANOĞLU*

The Turkish National Commission for UNESCO was formed on August 15, 1949 by a decree of the Council of Ministers (No. 3-9861) and attached to the Ministry of National Education, Youth and Sports. The Turkish National Commission for UNESCO is constituted of representatives of principal Turkish universities, scientific and cultural institutions, and the press, and works closely and in harmony with the Ministry of National education, Youth and Sports, the Ministry of Foreign Affairs, the Ministry for Culture and Tourism and with the permanent Turkish Delegation at UNESCO. The Commission profits immensely from contributions by committees of experts. Activities of the Commission are carried out on national, subregional and regional levels. With a decision taken at the 21st General Conference of UNESCO in 1980 in Belgrade, Turkey which is a member of the European region also participates as a full member in the activities of the Asia-Pacific Region. While taking part in European projects on positive and natural

sciences, in joint educational and cultural studies, Turkey also carries out much appreciated work with Asia-Pacific countries, that are host to cultures differing from each other, in the fields of education, the humanities and social sciences.

We are in close and harmonious cooperation with UNESCO headquarters. A witness to this is the fact that although we have already secured its financial help for three scholarly gatherings held in this country in the course of 1986 our request to hold a Round Table and three meetings included in the UNESCO Week in Istanbul programme was enthusiastically received by UNESCO headquarters.

The Turkish National Commission for UNESCO concentrates on Turkey's problems related to education, science, culture and communication, requests UNESCO's cooperation in issues already in UNESCO's programme, tries to urge UNESCO to include in its programme, the Turkish problems of a universal nature, publishes works within the scope of its interests as well as works

Continued on page 7 →

# La presse de langue étrangère en Turquie

Dr. Korkmaz ALEMDAR  
Prof. en Sciences de l'information

La presse d'expression étrangère en Turquie est un phénomène complexe remontant au 18<sup>e</sup> siècle où le journal était déjà un moyen de communication en Europe alors qu'il n'existait pas dans l'Empire ottoman. Cette presse fut avant tout une presse faite par des Français pour des Français. Elle fut ensuite une presse faite par d'autres étrangers, Anglais, Allemands, Russes, pour s'immiscer dans la sphère intellectuelle et commerciale du pays. Elle fut également un organe de revendications des différents groupes, grec, arménien, juif et même turc. Malgré cette diversité, cette presse fut pendant une très grande période une presse de langue française car l'importance du commerce français en Orient depuis le 16<sup>e</sup> siècle avait assuré à la langue française une place dominante qu'elle garda jusqu'à la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Aussi les journaux publiés dans l'Empire ottoman et en Turquie moderne quelque soit leur origine durent-ils souvent adopter la langue française. Ainsi on compte plus de cinq cents titres publiés en français alors que pour la publication, en d'autres langues, comme en anglais, allemand, arménien, grec, italien, russe, arabe, judeo-espagnol, faute de recherches exhaustives, il est difficile de faire une estimation.

### POUROQUOI TANT DE JOURNAUX?

Pourquoi tant de journaux de langue étrangère publiés dans un pays où le journal turc ne constitue que très tardivement un moyen de communication de masse? Il est possible de dire que dans un Empire aussi cosmopolite que celui des Ottomans il est tout à fait compréhensible d'avoir autant de journaux que d'intérêts différents. Autant qu'il puisse paraître logique, cet argument est douteux car l'Empire ottoman suivant une évolution économique-sociale différente de l'Europe ne permit pas le développement ni de l'imprimerie qui était à ses yeux un élément de désordres sociaux, ni des journaux jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle. La seule force qui fit l'exception à cette règle fut la présence étrangère qui devenait grâce aux capitulations non seulement une force économique, mais aussi une force capable de protéger juridiquement ses ressortissants devant l'autorité ottomane. Le début de la

presse d'expression étrangère s'explique donc par l'état de demi-colonisation auquel se trouvait réduit l'Empire ottoman. La présence européenne avait atteint un tel niveau que le journal était devenu un moyen de communication. Ainsi l'Ambassade de France publia deux périodiques à partir de 1795 (le Bulletin de Nouvelles et la Gazette Française de Constantinople) pour défendre la cause de la Révolution et l'intérêt de la France. Ceux-ci furent suivis par des journaux qui dans leur ensemble reflétaient l'intérêt des commerçants installés à Izmir (Le Smyrneen, le Spectateur Oriental, le Courrier de Smyrne)

Ce développement influença aussi le gouvernement ottoman qui commença à publier sa gazette officielle (Takvimi Vekayi) en 1831, suivie de ses éditions française, grecque, arménienne. Le journal était dorénavant connu par le public ottoman. Leur nombre croissant et leur critique concernant la vie publique amenèrent le gouvernement ottoman en 1865 à promulguer sa première loi sur la presse.

### AU 19<sup>e</sup> SIECLE

La vie des journaux de langue étrangère fut difficile dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle car elle était soumise d'une part, d'après les capitulations, aux lois de son pays d'origine. Ces lois étant interprétées par les représentants du gouvernement il n'était pas question de mener une politique contraire à la sienne. Cette presse était d'autre part soumise aux pressions du gouvernement ottoman qui exigeait que sa loi sur la presse soit respectée. Malgré les mesures administratives qui gênaient toute la presse dans son fonctionnement, celle de langue étrangère avait de quoi se consoler car surtout depuis 1881, avec la création de la Dette publique ottomane, symbole de l'emprise franco-britannique sur les finances de l'empire ottoman les intérêts européens étaient protégés contre une banqueroute qui menacerait aussi la presse.

Les difficultés et les tourments du début du 20<sup>e</sup> siècle ne facilitèrent pas la tâche de la presse. La fin de l'Empire ottoman ouvrait de nouvelles perspectives et éveillait bien d'espoirs. La presse d'expression étrangère qui à part quelques exceptions était essentiellement stambouliote bénéficia de

l'appui des forces d'occupation et prit une attitude hostile à la cause des nationalistes turcs. Cette politique cessa certes après la victoire des kémalistes et la presse changea de cap pour soutenir la politique turque. Ce changement était important car la presse d'expression étrangère traditionnellement vouée à la défense d'intérêts étrangers et à l'exposé des points de vue des minorités devenait une presse au service du régime kémaliste. Il s'agissait dorénavant d'une part d'essayer d'améliorer l'image de la Turquie en Occident et d'informer les citoyens turcs ne connaissant pas le turc ou suffisamment pour lire le journal.

Il faut préciser que dans ces développements la langue française commença à perdre sa situation privilégiée car d'abord la France perdit sa place de premier ordre, puis, ceux qui n'avaient pas besoin d'apprendre le turc auparavant le firent grâce aussi à l'adoption de l'alphabet latin. La bourgeoisie turque naissante connut d'abord les Anglais et les Allemands puis les Américains. Ce processus s'accéléra après la deuxième guerre mondiale et la rapidité des moyens de transports apporté au marché quotidiennement les journaux européens. Ainsi aujourd'hui on ne compte plus qu'un seul quotidien de langue anglaise, Daily News et deux périodiques françaises, Newspot, et Orient Express

### CONCLUSION

La presse d'expression étrangère en Turquie n'est pas encore entièrement étudiée. Loin de là, la recherche ne fait que commencer. Cette presse à vrai dire n'a pas eu une audience très importante. D'après le peu de chiffres que nous connaissons, le tirage le plus élevé se situait à 6 ou 7000 par jour. Ce qui était le cas du doyen de ces journaux, Istanbul, avec 94 ans de parution (1875-1964) au début de ce siècle. On pourrait dire que son influence n'était pas en rapport avec son tirage. Soit. Financée par différentes sources, aussi bien par des gouvernements français, bulgare, grec, même ottoman que par des capitaux privés, la presse d'expression étrangère reste tout de même dans l'histoire de la presse en Turquie le symbole d'une ère impérialiste.

# On the "Video Phenomenon" in Turkey

Dr. Raşit KAYA

Associate Prof. of Political Science

Video, as a new entertainment medium, found a propitious ground in the poor media environment of Turkey and spread very rapidly.

Closed circuit video services have made their appearances already in 1974 in some grand hotels of Istanbul. Penetration of the product into Turkish houses started in late 1970s. Following the "take-off" years of 1981 and 1982, video seems to have reached the point of breakthrough in 1984, before the first colour TV broadcast started. Now, many people have one, or would like to have one.

Although a phenomenal growth is evident, reliable statistics, just like in many other areas, are not available as to the exact number of VCRs in Turkey. There is no doubt that official registers are far away from reflecting the actual number. Total number of VCRs estimated to be nearing two millions seems plausible and realistic. Obligation to register all home VCRs in use, according to the law enacted in 1985, may provide some healthy statistics in the near future.

Dissatisfaction with the TV programs, as supported by the existing research evidence, (\*) seems to bear the responsibility for the 'video epidemic' in Turkey. Indeed, widely criticized content set apart, daily broadcasts of the Turkish TV which normally did not exceed five hours, were shortened again due to the penury in electrical energy resources in November 1980. These were also the days for the curfew in most of the big cities. Thus, all grounds existed to encourage the penetration of VCRs during the early 1980s in Turkey.

As for the software, while the early videophiles were exchanging prerecorded cassettes brought from abroad, the spread of VCR owners created a whole new business: the sales and rental of prerecorded cassettes. The first retailers of the big cities, organized as "video-clubs" were charging their customers a membership fee and providing them "package deals" Thus the customer, together with the film of his/her choice, had to consume what was offered in a cluster of films among the available stock of prerecorded tapes. Soon, video club signs were popping up everywhere including small towns; phenomenal increase in the number of VCR owners and the available prerecorded cassettes fostered a thriving rental business.

Since the cassette renting was an easy business to get into, a video outlet could be anything from a veritable store to small booths. After this boom, although "cassette piracy" was still an everyday's routine affair in the business, growing number of customers and the increasing number of prerecorded titles began exercising a certain pressure on small "mom-and-pop" retailers: a store had to carry multiple copies of hot titles to meet the increasing demand, and thus the capital outlays were becoming higher. A recent law which imposes preregistration to all cassettes on sale and brings better protection to domestic motion picture makers -which, at times, may well mean a certain censorship-promises to be a strong and final blow for small retailers.

Whatever may be the difficulties of some retailers, homevideo software market is still flourishing in Turkey. As to the available number of program titles, foreign and domestic feature films are by far the most popular items on the market. About 4000 films have been released on the video cassette. They are followed by music cassettes of popular local singers and by religious prayers, songs and poems.

As for the video production, for the fear of wide-spread cassette piracy, established film studios seemed to be reluctant to enter into the new business at the beginning, and that accounted for the poor quality of the items on the market. Very soon, partly due to the prevailing crisis in the cinema industry, partly attracted by the profits, all major producers were in the business.

As for the video hardware, among the several firms applied for a licence to manufacture home video equipments in Turkey, ten were authorized to set up an assembly industry in joint-ventures with the leading Turkish firms. They have already offered their first products to the market by June 1983 and an intense publicity campaign confirms the severe competition between the firms each manufacturing a certain model of the world video industry's giant companies.

Although VCRs are now manufactured in Turkey, average price of a machine -more than 500,000 TLs- is still very high for most of the people -monthly average wages are much less than 1/15 of the price of a VCR. Together with a TV colour-set they cost about one million liras. Obviously, the "advantages" of the new communication technology are not shared

equally across all members of the Turkish society. But, this being the case, one should not conclude that the people exposed to the messages of this new medium in Turkey are necessarily the better off. This is due to the employment of VCRs in public places.

As a matter of fact, in Turkey today, all around the country, one can find VCRs in restaurants, coffee houses, bistros etc. -places mostly frequented by men. This fact indicates that new mass medium's audience is much larger than it first appears to be. It also denies the "claim" that video watching leads to a solitary confinement. But, this collective viewing also denotes something very important in respect of the presumed characteristics of the new medium: "freedom of choice" insistently emphasized as a feature of video use, can not be valid in such a case since, it is the owner of the place who chooses the programs for all the customers. Moreover, there is no preceding announcement for program schedules.

The most important point related with the advent of video in Turkey is ofcourse the question of content. Here, the "cultural dependency" problematic appears to be pertinent for discussion since the people at home become increasingly exposed to, and more dependent on, foreign, value-alien communication contents. If the video viewing in public places is to be considered, one should prepare himself to a debate within the context of "popular (or arabesque) culture" since it is the domestic feature films which are almost exclusively viewed.

Without entering into these interesting but heaty debates in such a limited space I would like to conclude by claiming that actually the introduction of VCRs in Turkey does not represent an entirely new factor in the socialization and acculturation processes for the time being. Rather it reinforces the existing tendencies. Although the homevideo technology is used in Turkey in a manner which is far away from reflecting the potential use promised -and theoretically possible- by the intrinsic features of this new communication technology, it is here with us to stay.

(\*) For further information the interested reader may consult: Fahriye Özçoban, *The Advent of a New Medium: A Case Study on Homevideo Use in Turkey*, unpublished master thesis, METU., September 1985.

## Journalism Education in Turkey

Dr. Oya TOKGÖZ  
Prof. of Journalism

Although the first printing press was introduced in many European countries during the second half of the XV. century, the first printing press was established in Istanbul in 1727. This is also true for the publication of the first newspaper in Turkish. The first newspaper in Turkish language, "Takvim-i Vekâyi" appeared in 1831.

At present, press has a daily circulation of 2.5-3 million copies,

This total includes the circulation of national dailies mostly based in Istanbul as well as the circulation of local papers all over Turkey.

Printing technology in Turkey can easily compete with that of Europe the U.S.A.

### Why Education in Journalism?

The first Turkish journalists of the XIX. century were usually men of letters. Beside dealing with poetry and drama, they also wrote for newspapers. This tradition continued until the end of the II. World War. With the end of the War, a new era had been opened in the Turkish social life as well as in the Turkish journalism.

With multiparty democracy, membership with the NATO alliance, aid from the U.S.A through the Marshall Plan, one can say that the social structure in Turkey began to change drastically. The Turkish journalism certainly had its own share in this change. New newspapers began to appear beside the well established ones with different make-ups and editorial content. The need of well educated journalists was deeply felt in Istanbul, the very centre of the Turkish journalism.

With the contribution and support of the Istanbul Newspaper Professionals Association (Istanbul Gazeteciler Cemiyeti), the first journalism program was initiated in Istanbul in 1950 at the Faculty of Economics, Istanbul University. The institution established in Istanbul University to run the program was named as the Journalism Institute (Gazetecilik Enstitüsü). When initiated, the program was for two years and only offered courses in print journalism.

The second attempt came from Ankara Newspapers Professionals Association (Ankara Gazeteciler Cemiyeti). With the contribution of UNESCO and the Ankara Newspapers Professionals Association School of Journalism and Broadcasting (Basın ve Yayın Yüksek Okulu) was established in Ankara, at the Faculty of Political Science, Ankara University during the 1964-1965 academic year. This institution was planned as a four year program embracing print journalism, public relations, broadcasting by radio and television as well as several courses in social sciences. The School of Journalism and Broadcasting of Ankara University has celebrated its 20.th anniversary in 1985.

Following the introduction of journalism programs into the curriculum of state universities, a new step was taken by the establishment of private journalism education institutions. As a matter of fact, Istanbul had a private journalism school in 1966, Ankara and İzmir in 1967. When the law permitting the establishment of private higher education institutions was annulled by the Constitutional Court, all private schools of journalism were annexed to the state run Academies of Commerce and Economics.

In 1975, the Eskişehir Academy of Commerce and Economics and the State Art Academy in Istanbul established an Institute for Cinema and Television (Sinema-Televizyon Enstitüsü) respectively in Eskişehir and Istanbul. With the Higher Education Law referred as the University Reform (Yüksek Öğretim Kanunu), all the institutions giving education in journalism were annexed to the universities. At present, there are five Schools of Journalism and Broadcasting: two in Ankara-School of Journalism and Broadcasting, Ankara University, School of Journalism and Broadcasting, Gazi University, two in Istanbul- School of Journalism and Broadcasting, Istanbul University, School of Journalism and Broadcasting, Marmara University and one in İzmir- School of Journalism and Broadcasting, Ege University.

The Institute of Cinema and Television in Istanbul is now affiliated with the Mimar Sinan University, Istanbul. The Institute of Cinema and Television of Eskişehir was named as the Faculty of Communication in 1977, then transformed into Faculty of Open

Education by 1982. Faculty of Open Education (Açık Öğretim Fakültesi) now with the Anadolu University in Eskişehir has programs in open education and also offers courses in communication arts.

Eight semester curriculum in the five journalism schools is almost the same since 1982. Students specialize either in journalism-public relations or radio-television. Graduates of the Schools of Journalism and Broadcasting may have a wide variety of job opportunities ranging from the TRT (state monopoly over radio and television) to advertising agencies, newspapers, magazines, news agencies, public relations agencies and public relations departments of public and private enterprises, etc. However, the competition for an opening is quite severe. The graduates have also the opportunities to pursue graduate courses in communication in all of the five universities which have a School of Journalism and Broadcasting.

## Broadcasting in Turkey

Dr. Aysel AZİZ  
Associate Prof. of Broadcasting

Very short time after the first radio broadcasting in the world Turkey, as a young Republic which was founded in 1923, initiated her first sound broadcasting with a power transmitter of 5 kws in 1926 in Ankara. The first decade of radio broadcasting in Turkey was run by a private company (1926-1936). During this period radio broadcasting had shown very little technical progress and the poor quality of the programs could not be ameliorated. In 1936 PTT (Turkish Post-telephone and Telegraph Office) began to run radio broadcasting as an agency of the State. This system radio broadcasting service had been under direct government control till the adoption of the Turkish Radio and Television Act which came into force in 1964. Thus in the late 30's radio broadcasting was controlled by the political party (Democratic Party) in power and the party activities and political speeches became the focus of the State Radio's news programs.

In 1961 the new Turkish Constitution which was adopted after the 1960 Revolution in Turkey, the concept of broadcasting autonomy was laid down as a reaction to the policies of the previous political party, DP. The new Turkish Radio and Television Act (354) which came into force in May 1964 established TRT (Turkish Radio and Television Corporation) as an autonomous corporation. According to the new law, the corporation would be free of direct government influence and TRT would observe a complete impartiality in matters concerning the legitimate participants of the political regime and specially the political parties.\*

The legal status of TRT was changed again in 1971 after a series of Constitutional amendments. The basic change was the adoption of impartiality instead of "autonomy". This basic principle of Turkish Broadcasting has found its place both in the Turkish Constitution of 1982 and in the new Turkish Radio and Television Act (2954) enacted in 1983.

### Radio

TRT has three radio networks TRT I, TRT II, TRT III. Almost all of them covering Turkey thoroughly. TRT I broadcasts 24 hours a day and TRT II and TRT III broad-

## Censorship headquarters yesterday, museum tomorrow



Historical edifice of the future Turkish Press Museum in Istanbul.

A press museum, sponsored by the Turkish Journalists Association, will be inaugurated within the next months in Istanbul in a historical building.

The 136 years old building, used as censorship headquarters under the Ottoman rule, is located at "Bab-ı Ali" (the Supreme Porte)-the heart of the Turkish Press Industry. As a matter of fact, the Board of Control and Examination, the most effective censorship agency of Sultan Abdülhamit's period was installed in this building. The Board which had the task of examining all kinds of publications used to confiscate a publication on the grounds that a news, a picture, even a word was subversive or simply undesirable. The amount of seized material had increased to an extent that they were burned at the fireplaces of the Çemberlitaş Bath due to the lack of place to stock them.

This five-storied historical building possessing some 4250 square meters of closed use area had also sheltered some annexes to the Darülfünun-the University- in the late Ottoman period. It is rented by the Turkish Journalists Association and will be restored in accordance with the projects designed by the well-known specialist to convert into a museum.

In the museum a variety of documents reflecting the history of the Turkish press will be displayed. Among the items to be displayed there will be the old printing instruments used in different periods; private belongings and collections of the outstanding journalists will surely attract special attention.

Within the edifice, there will also be a center of documentation, several exhibition halls, a large library, a conference room, stands for sales of books and old works of art as well as a museum of cartoons sponsored by the Association of cartoonists. The collections of the Turkish

press museum will comprise the items donated by various institutions and personalities besides the special campaign launched for that purpose received a favourable response. Personal belongings of the late eminent Journalists such as Sedat ŞİMAVİ, Ahmet AĞAOĞLU, Ahmet EMİN and Rezzan YALMAN are already donated to the museum. For many others including the personal belongings of late Abdi İpekçi promises are made to the campaigners.

Donations are welcomed and collected at the Association of Turkish Journalists. Interested donators from all over the world are requested to call the phone numbers 522 12 22 and 522 44 07 in Istanbul.

### COMITE DE COMMUNICATIONS TURC POUR L'UNESCO

→ Suite de la première page

Une des premières activités du Comité fut le lancement d'un bulletin d'étude et d'information mensuel intitulé *İletişim Dünyası* (*Le Monde de Communications*) qui a pour objet de diffuser des informations nationales et internationales sur le développement de la recherche en matière de communication, la formation des journalistes, les activités de l'Unesco, les actualités professionnelles, etc.

Le bulletin est publié en turc, mais des numéros spéciaux et des suppléments (*Français-Anglais*) sont prévus à l'occasion des réunions internationales de l'Unesco.

Le comité a organisé d'autre part, un séminaire national qui a pour thème l'impact de la technologie sur les méthodes de formation des journalistes (Anadolu Üniversitesi, Eskişehir, 8-9 Décembre 1986).

La création d'un centre de documentation sur la communication est, par ailleurs, à l'ordre du jour du Comité. Le centre sera chargé de faire un inventaire de tous les documents sur la communication qui existent dans les universités, bibliothèques et chez les chercheurs.

Le Comité de Communication procédera d'autre part, à une coopération avec l'Association Internationale des Etudes et Recherches sur l'Information (AIERI-AMCR) et participera à l'organisation des recherches au niveau régional et international.

Ceci a mené les professeurs et les chercheurs en matière de communication à étudier la création d'une association de recherche ou d'un centre de documentation. Diverses réunions ont été organisées en 1984 à l'Association des Journalistes d'Istanbul à l'issue desquelles la création d'un comité de communication auprès de la Commission Nationale a été recommandée.

C'est à la suite de cette recommandation que la Commission Nationale de l'Unesco a pris l'initiative de créer le présent comité qui a pour tâche ultime d'établir les bases d'un centre ou d'un institut de recherche en matière de communication dans le cadre de l'Unesco.

Il s'agit d'une institution originale conforme à l'esprit d'un NOMIC. Elle est entièrement indépendante vis à vis des universités et des associations professionnelles. Au point de vue financier elle dépend de la Commission nationale, mais elle a une grande autonomie dans ses activités de recherche.

Les membres du Comité, avant même la création de ce dernier, ont contribué, sous l'égide de l'Unesco, à l'organisation de deux réunions internationales sur la communication à Istanbul: *L'impact du développement de la technologie de la communication sur la presse* (Septembre 1983); *la Violence et les médias* (Novembre 1985).

(\*) For more information see Haluk Sahin, Broadcasting Autonomy in Turkey: Its Rise and Fall-1961-1971, *Journalism Quarterly*, Winter 1980.

## Semaine internationale de l'Unesco: Les dialogues d'Istanbul

→ Suite de la première page

intergouvernementale, issue par définition de la conjonction des volontés politiques, l'Unesco est inéluctablement exposée aux tensions qui agitent le monde. Elle demeure toutefois un forum international irremplaçable où toutes les idées peuvent être présentées et confrontées dans un climat de mutuelle tolérance et de conciliation.

### EOULIBRE ENTRE LA REFLEXION ET L'ACTION OPERATIONNELLE

L'Unesco, au fur et à mesure qu'elle devenait universelle, a vu évoluer sa vocation. Vouée en ses débuts à une coopération internationale strictement intellectuelle, elle a été appelée à mettre de plus en plus l'accent sur des activités opérationnelles. Il lui appartient de trouver à l'avenir un meilleur équilibre entre les deux poles de sa mission: réflexion et action opérationnelle.

A cet égard, il a été proposé avec insistance que l'Unesco, dans le cadre de sa vocation intellectuelle, stimule davantage la mise en oeuvre de systèmes internationaux de recherches scientifiques, sociologiques en particulier, répondant à des problématiques nouvelles directement liées à la compréhension mutuelle des peuples et à la promotion de la paix. C'est ainsi, par exemple que dans la dernière ligne droite de ce siècle, nous affrontons des situations évolutives, de plus en plus difficiles à maîtriser, dues aux migrations humaines vers les villes et au flux croissant de populations des régions pauvres vers les régions industrialisées; ces phénomènes, sources potentielles de conflits graves, sont encore insuffisamment explorés dans leurs profondeurs et leurs résonances.

L'Unesco doit, bien sûr, développer une pédagogie de la paix qui aurait sa place dans les écoles au même titre que l'éducation civique. Mais, à elle seule, l'école ne peut assurer la promotion de la compréhension internationale, de l'esprit de tolérance. Cela doit se continuer dans le milieu de la famille et du travail comme dans les médias.

Sans nier l'importance du concept d'identité culturelle nationale et du respect qui est dû à celle-ci, il ne faudrait pas oublier que ce concept met en évidence les différences. Or, dans la perspective d'une meilleure compréhension internationale, les éléments rassembleurs ne devraient pas être omis ou minimisés; la recherche de problématiques communes serait un facteur d'équilibre.

Plus importante encore que l'affirmation des identités culturelles nationales est apparue la nécessité de développer les échanges culturels à l'instar, par exemple, de ce que l'Unesco réalise depuis des années dans les domaines de la musique (collection des disques Unesco de musiques traditionnelles) et des traductions littéraires (quelque 900 livres déjà publiés, issus de 65 littératures), dans la collection Unesco, des oeuvres représentatives.

D'une façon générale, et c'est là un vœu qui a été fortement souligné dans cette Semaine internationale d'Istanbul, l'Unesco devrait comme elle le fit jadis avec

son programme Orient-Occident, concevoir de grands projets mobilisateurs interdisciplinaires et en confier la mise en oeuvre aux personnalités les plus qualifiées, recrutées au plus haut niveau dans le monde.

Sur la voie de la compréhension internationale, un grand pas a été fait jusqu'ici grâce aux campagnes de l'Unesco pour la Sauvegarde du patrimoine culturel. Les grandes entreprises de sauvegarde à Abou Simbel et à Boroboudour, pour en citer que ces deux grandes réussites, ont permis de constater que tel ou tel monument, témoignage de telle ou telle culture, étaient vus désormais à travers le monde comme faisant partie de l'héritage culturel de toute l'humanité.

Le groupe d'experts réunis à Istanbul pour débattre des problèmes que pose la protection des biens culturels, a souligné le rôle capital que joue l'Unesco dans ce domaine. Il a aussi manifesté ses inquiétudes face aux menaces que font peser sur ces sites archéologiques et tous autres témoignages du passé, non seulement les agressions du temps et de la nature, mais surtout un urbanisme envahissant et une démographie galopante. Souvent la croissance de la population entre en conflit avec la préservation de l'héritage culturel. Cette préservation doit se faire avec le soutien des gens, dans la vie quotidienne, au niveau local, la protection doit se faire avec le peuple. Il importe donc, de plus en plus, de sensibiliser celui-ci par les voies de l'information et de l'éducation.

A tous égards, la notion de compréhension internationale est inséparable de celle d'éducation. Les campagnes d'alphabétisation et les problèmes posés par l'analphabétisme ont fait l'objet de nombreux échanges d'idées au cours de cette Semaine internationale. On y a souligné le rôle des médias. Leur contribution positive reste à développer. Leur rôle négatif est surtout le fruit de la télévision qui privilégie l'image au détriment de l'écrit, fragilisant ainsi les résultats des campagnes d'alphabétisation et même de l'enseignement primaire, et cela vaut non seulement pour les pays en développement mais aussi pour les pays développés. On a souligné aussi la nécessité de multiplier les échanges de pays à pays, de régions à régions sur les méthodes et les expériences en matière d'alphabétisation.

### SAUVOGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL

La Semaine internationale d'Istanbul a été d'autre part le cadre d'une réunion d'experts attelés à un travail exemplaire: l'examen critique des manuels scolaires d'histoire et de géographie. Ce débat en réponse à une décision prise par la Conférence des Commissions nationales balkanique à Bucarest en 1984, s'est déroulé pour la première fois à Istanbul, entre les représentants des Commissions nationales de la Bulgarie, de la Grèce, de la Roumanie, de la Turquie et de la Yougoslavie.

L'histoire des Balkans, avec ses turbulences, a laissé bien des cicatrices dans la mémoire collective des peuples de la région.

Aussi, les commissions nationales balkaniques ont-elles décidé d'épurer d'un commun accord les manuels scolaires, notamment en matière d'histoire et de géographie, d'en éliminer toute trace de haine, de chauvinisme ou de méfiance, d'en débarrasser tout vocabulaire humiliant pour les citoyens des autres pays, de pourchasser tout ce qui peut perpétuer les malentendus. Pour ce faire, après avoir passé en revue ce qui est en cours de réalisation dans chacun des pays concernés, les experts ont recommandé, entre autres mesures, la création de comités d'études spécialisés, l'échange systématique des manuels, une concentration régulière entre professionnels, historiens et auteurs de manuels scolaires, la poursuite de recherches scientifiques permanentes au sein des instituts d'éducation des pays balkaniques.

Voilà une démarche bien concrète pour prendre en compte cette remarque qui figure dans l'Acte constitutif de l'Unesco: "L'incompréhension mutuelle des peuples a toujours été, au cours de l'histoire, à l'origine de la suspicion et de la méfiance entre nations, par ou leurs désaccords ont trop souvent dégénéré en guerre."

### LES COMMISSIONS NATIONALES

L'Unesco dispose d'un outil sans équivalent dans la famille des Nations Unies: Le réseau des Commissions nationales qui existent dans la quasi-totalité des Etats-membres.

Ces commissions jouent un rôle primordial non seulement en tant qu'organismes consultatifs et agents de liaison entre les responsables dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture, de la communication, mais aussi pour leur participation active à l'élaboration et à l'exécution du programme de l'Unesco sur le plan national et sur le plan régional ainsi que l'a démontré la Semaine d'Istanbul organisée par la Commission turque.

Travaillant en symbiose avec les autorités nationales et les grandes institutions académiques, scientifiques, artistiques et une quantité d'organisations gouvernementales et non gouvernementales les membres des commissions représentées à Istanbul, ont exprimé le souhait que celles-ci disposent non seulement d'une autorité morale, mais d'une autonomie intellectuelle garante de la qualité de ses services. Ils ont manifesté aussi leur désir d'intensifier leurs activités de coopération avec les commissions d'autres pays à l'échelon bilatéral, régional ou continental. Ils ont, pour ce faire, des moyens accrus. Enfin, dans tous ces groupes d'études réunis à Istanbul, l'accent a été mis sur le rôle capital des médias, mais pas encore suffisamment compris par ceux-ci, dans la recherche d'une meilleure information des peuples et d'une meilleure compréhension internationale.

Par leurs activités, les Commissions nationales tissent à travers le monde le réseau vivant de l'Unesco. Et la Semaine internationale de l'Unesco à Istanbul, en a été une illustration significative, comme une pierre apportée à l'édifice de la paix.

## In the year of peace "Unesco International week in Istanbul"

→ Continued from page 1:

that are to help reflect the image of Turkey abroad, participates in projects answers questionnaires and informs UNESCO headquarters of the Commission's views on UNESCO's two-year and medium-term programmes with suggestions of its own.

In addition to the above activities, the National Commission also organizes UNESCO weeks each year in a different Turkish city, in order to propagate and extend UNESCO's goals and principles to still wider sections of the country.

Besides panel discussions and lectures, cultural activities such as Theatrical and Operatic performances, concerts and ballets also take place during UNESCO weeks.

The executive Committee of the Turkish National Commission took an exceptional decision this time to give an international character to the UNESCO week of 1986 and thus to celebrate the fortieth anniversary of the foundation of UNESCO in a major Turkish city.

The Round Table on "UNESCO's contribution to the development of international understanding and the role played by national commissions" underlines very effectively and clearly the aim of the present UNESCO Week. UNESCO's fortieth anniversary is being celebrated in a much troubled period. With the withdrawal from the organization of the USA, Britain and Singapore, the universal character of UNESCO has received a severe blow. Whether the criticism aimed at the Organization is valid or not, whether it is penetrating or superficial it can never be made a justifiable cause for UNESCO's dissolution. Programmes and procedures may be revised to make them more effective

and less costly, and if the Organization has really been politicized, measures can be taken to remedy the situation.

From this Round Table will emerge UNESCO's effectiveness in and endeavours for international understanding and world peace. Furthermore, these discussions will indicate the extent of the national commissions' participation in UNESCO activities, and what can be done to enlarge and enhance such participation. In fact, the UNESCO International Week in Istanbul addresses the entire world.

With a view to ensuring an equitable geographical representation the following national commissions have been invited: from Europe France, Finland and Turkey; from the Balkan sub-region Romania; from the Asia-Pacific region Australia and India; from the Latin American and Caribbean region Mexico; from the African region Senegal and from the Arab States, Algeria. We are also honoured by the presence of his excellency Amadou Mahtar M'Bow, the director General of UNESCO. The Council of Europe will also be represented in this meeting in which more than thirty Turkish speakers will participate.

The Meeting on "the protection of cultural heritage and international understanding" aims at strengthening international understanding by encouraging people to regard cultural heritage as the common property of Man. Experts who have already carried out projects of international protection campaigns have been invited to take part in this meeting. The conference also aims at attracting the attention of world public opinion to the International Campaign to Safeguard the Historic Quarters and Monu-

ments of Istanbul and the Site of Göreme which was started in 1983.

"Literacy Campaigns" are a subject very much emphasized by UNESCO. For the inauguration of an age of perpetual peace on earth, every individual in every society must identify himself with the elimination of illiteracy. For this, each individual must attain a certain level of education, culture and enlightenment. And the only means to this end is literacy. Some of the many countries, where literacy campaigns have been conducted with remarkable success, e.g. Iraq, Indonesia, Brasil, Cameroon and Federal Republic of Germany, have been invited to be represented by one delegate each. As you would recall, Turkey has been the pioneering country in this field. Decades before UNESCO's efforts, Atatürk had conceived and successfully conducted such campaigns in a short time. In the 1980's the Turkish Ministry of National Education, Youth and Sports has initiated a new literacy campaign and received UNESCO Prize and 'Mention Special' as a result.

The aim of this present meeting is to make a general assessment of the literacy campaigns and to throw light on future campaigns.

The Project of "eliminating words, phrases and expressions which belittle and dishonour nations and foment animosity amongst them and that are in the history and geography text-books used in the schools of Balkan Countries" has been included in this Week thanks to the efforts of the Turkish National Commission. National commissions of countries involved, have already made comparative studies of each other's school books, and have noted objectionable points. At the Eleventh Conference of the National Commissions of Balkan Countries in Bucarest, it was decided that in 1986 Turkey would convene experts to discuss the matter at length. The purpose as well as the task of the present meeting is to determine the set of criteria whereby such expressions will be removed from school books.

As has been the case with previous UNESCO Weeks, during this Week, too, exhibitions, concerts, ballet and opera performances, visits to museums and sight-seeing tours of Istanbul have been arranged.

Last year the Turkish National Commission for UNESCO held a UNESCO Week in Hatay, a province in southern Turkey. It was the fortieth anniversary of the tragedy at Hiroshima. Today, in the Year of International Peace mankind feels uneasy and concerned on account of the Tchernobyl disaster and the nuclear submarine accident in the Atlantic. A new world war will not confine its destruction to one generation but will threaten the very existence of life on this planet. All nations specially the Turkish nation who strictly adheres to Atatürk's tenet "Peace at home, Peace abroad" must do all they can to continue efforts aimed at developing international understanding which is the ultimate aim of UNESCO.



## Media Meetings in Turkey in 80's

Developments in communications technology also increase the number of meetings in this field

- In recent years, many national and international level conferences and seminars have been held in Turkey on the subject of communications.

In all societies, the rapid development in communications technology leads to an increase in activities in the field of communications. As increasingly more widespread inter-disciplinary educational efforts expand, the numbers of meetings in the form of seminars and conferences, particularly those in which experts come together and debate a subject from a variety of aspects, also increase.

Two major international-level seminars on the subject of communications have been organized by the Turkish National UNESCO Commission in recent years. The first of these seminars was held in September 1983 in Istanbul as a part of the International Communications Year. The subject of the seminar was *The Impact of Developments in Communications Technology on National Cultures and the Press*. Experts and journalists from all over the world as well as Turkish experts and scientists participated in this meeting, at which the effects of new technologies in communications were debated from a variety of aspects. The second international seminar organized by the Turkish National UNESCO Commission was held during October 1985, at which the subject of *Mass Media and Violence* was taken up. This seminar was participated in by such well-known researchers in the world of communications as Herbert Shiller, James Halloran, and Hamit Mowlana, and the subject of violence and the mass media was debated for two days. The minutes of this seminar, which was realized with the participation of the Hurriyet Foundation, were published by that Foundation in book form.

### Seminars of the Hurriyet Foundation

The Hurriyet Foundation (established by the newspaper, *Hurriyet*), has been a major pioneer in Turkey in the development of meetings on the subject of communications. Between the 1982 and the end of 1986, the Hurriyet Foundation organized nine separate meetings, one of which was the *Mass Media and Violence Seminar* held jointly with the Turkish National UNESCO Commission. While some of these meetings were participated in by foreign researchers, scientists, and journalists, the teaching staff of the School of Journalism and Broadcasting in Turkey constituted the majority of those attending these meetings, at which the following subject were taken up:

- *Drupa '82*, Istanbul, July 1982
- *The Press and Legal Problems Encountered by the the Press*, Istanbul, February 1983
- *Various Subjects of Concern to the Press and Radio-Television on the Occasion of Communications Years 1983*, Istanbul, May 1983
- *Mass Communications Economics*, Eskisehir, October 1983
- *The Foreign Policy Press and Foreign Policy in the Press*, Girne (Turkish Republic of Northern Cyprus), February 1984

- *The Sports Press and the Sports in the Press*, Abant, March 1985
- *Duties of the Press in a Free Society*, Istanbul, October 1986
- *Developments in the Techniques of Mass Communications, and the Future of the Printed Press*, Istanbul, December 1986

The Hurriyet Foundation has published a book containing the minutes of eight of the nineteen seminars it organized. In addition, journalists' associations have also organized various national and international meetings concerned with the press and with the freedom of the press. The seminar organized by the Journalists' Association in Istanbul in January 1983 entitled, *Self-Policing Systems for the Press and their Implementation Around the World* was participated in by experts from Great Britain and Sweden. Various aspects of the problem of self-policing by the press were also debated at a national seminar organized by Ankara University in June 1986.

The Journalists' Guild of Turkey, the Turkish Authors' Guild, and the Contemporary Journalists' Association have also been organizing meetings in recent years and examining press-related problems, and in particular, the problems created by new communications technologies.

At a seminar to be organized jointly by the Turkish National UNESCO Commission and Anatolian University at Eskisehir during the final month of 1986, experts and teaching staff presented their studies and discussed the subject of *Developments in Communications Technology and the Training of Journalists*.



## İletişim Dünyası

UNESCO TÜRKİYE MİLLİ KOMİSYONU İLETİŞİM KOMİTESİ YAYINI

## World of Communication

PUBLICATION OF UNESCO TURKISH COMMUNICATION COMMITTEE

## Le Monde de Communications

PUBLICATION DU COMITE DE COMMUNICATION TURC POUR L'UNESCO

Publisher: Prof.Dr. Suat SİNANOĞLU  
(On behalf of the Turkish National Commission)

Responsible Editor: Hıfzı TOPUZ

Board of Editors: Dr. Hıfzı TOPUZ, Doç.Dr. Korkmaz ALEMDAR, Doç.Dr. Raşit KAYA, Doç.Dr. Niyazi ÖKTEM, Prof.Dr. Oya TOKGÖZ, Doç.Dr. Aysel AZİZ, Hüsamettin ÜNSAL, Dr.Hikmet SEÇİM

Correspondence Address: UNESCO

Türkiye Milli Komisyonu Göreme sok,  
No. 7 Kavaklıdere-ANKARA TURKEY

Edited and Designed at the: School of Journalism and Broadcasting of Ankara University and printed by Ajans Türk